

**RENCONTRES DU MARCHÉ DES TITRES PUBLICS
ORGANISÉES PAR L'AGENCE UMOA TITRES**

PRESENTATION AUX INVESTISSEURS

ABIDJAN, 11 JANVIER 2019

**SITUATION MACROECONOMIQUE, PROJETS STRUCTURANTS
ET STRATEGIE DE FINANCEMENT**

MONSIEUR ADAMA RACINE SOW,

TRESORIER GENERAL, AGENT COMPTABLE CENTRAL DU TRESOR,

MONSIEUR BABACAR CISSE

DIRECTEUR DE LA DETTE PUBLIQUE

**A LA DIRECTION GENERALE DE LA COMPTABILITE PUBLIQUE
ET DU TRESOR**

PLAN DU RAPPORT



- I. QUELQUES ELEMENTS DE PROFIL SOCIO-POLITIQUE ET MACROECONOMIQUE**
- II. SITUATION MACRO-ÉCONOMIQUE**
- III. PROJETS STRUCTURANTS**
- IV. STRATEGIE DE FINANCEMENT**

I- QUELQUES ELEMENTS DE PROFIL SOCIO-POLITIQUE ET MACROECONOMIQUE



Superficie: 196.722 km²

Population/indicateurs sociaux: 15,7 millions (estim.2018) avec une densité de 80 habitants au km². 41% de la population à moins de 15 ans . Espérance de vie: 67,5 ans. Croît démographique: 2,9% avec un doublement tous les 24 ans. Population urbaine 46,7% (en 2018 contre 23% en 1960)

PIB per capita : 1486 USD (estim. 2018)

IDH: 164^{ème} /189 pays

Le Sénégal est un pays de paix, avec une longue tradition de stabilité et d'ouverture politique. C'est une démocratie majeure, avec des institutions fortes et des transitions politiques apaisées. **Le Sénégal est un vecteur de stabilité** (relations solides de bon voisinage; diplomatie et coopération actives; participation à de nombreuses opérations de maintien de la paix) .

Indices/Notation: Transparency 66^e mondial et 8^e Afrique, Mo Ibrahim 10^e / Ba3 St (Moody's) B+ St (S&P)

Le Sénégal a une économie à dominante tertiaire (45,3% de contribution au PIB; secondaire 22,7% ;primaire 16,6%; administration publique 15,4%) La résilience est renforcée par les PAP du **Plan Sénégal Emergent horizon 2035**, dont l'axe 1 vise la transformation structurelle. Il est à relever une **amélioration des classements** Doing Business (de 178^e à 140^e) et World Economic Forum (de 118^e à 106^e) et une **bonne dynamique de croissance** (avec cinq années successives de croissance supérieure à 6%)



La gestion des finances publiques a été marquée, sur la période récente, par une réduction continue du déficit budgétaire en relation avec le renforcement de la mobilisation des recettes et la rationalisation des dépenses publiques;

Par ailleurs, grâce à une **gestion prudente de la dette**, le Sénégal continue à garder son profil de pays à risque faible de surendettement

Le **secteur monétaire et financier** est caractérisé par une stabilité monétaire, du fait de l'appartenance à la zone franc XOF avec une politique monétaire centrée sur la lutte contre l'inflation et un système bancaire et financier bien capitalisé et résilient. Bien que les efforts d'atténuation du déficit commercial doivent davantage être consolidés, les **comptes extérieurs** évoluent globalement positivement grâce aux envois soutenus de fonds et aux flux d'IDE en progression

II- SITUATION MACRO-ÉCONOMIQUE

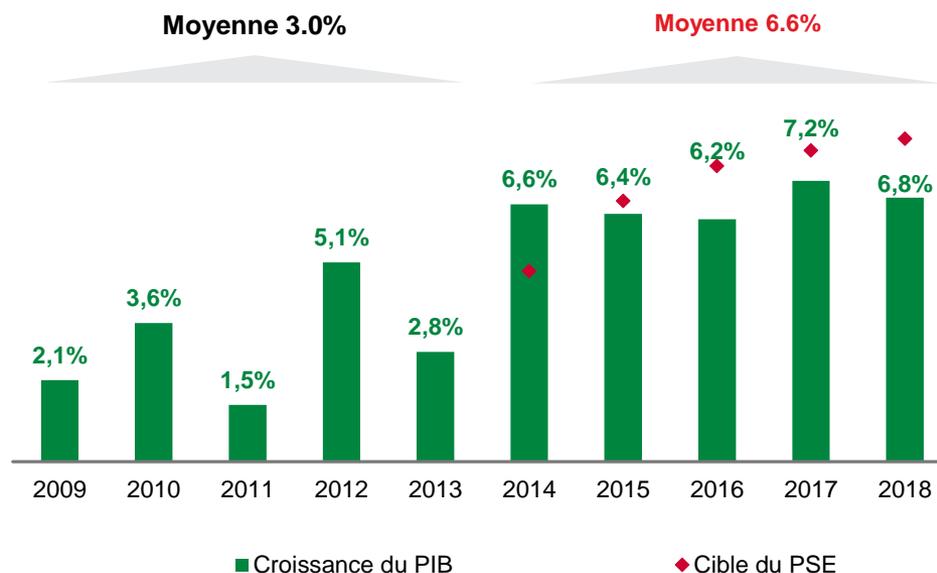
UNE TRAJECTOIRE DE CROISSANCE DURABLE...

Rehaussement durable de la trajectoire de croissance du pays :

5 années de croissance supérieure à 6%

une première dans l'histoire économique du pays.

La tendance de croissance devra se poursuivre en 2019, où elle est attendue à 6,9%



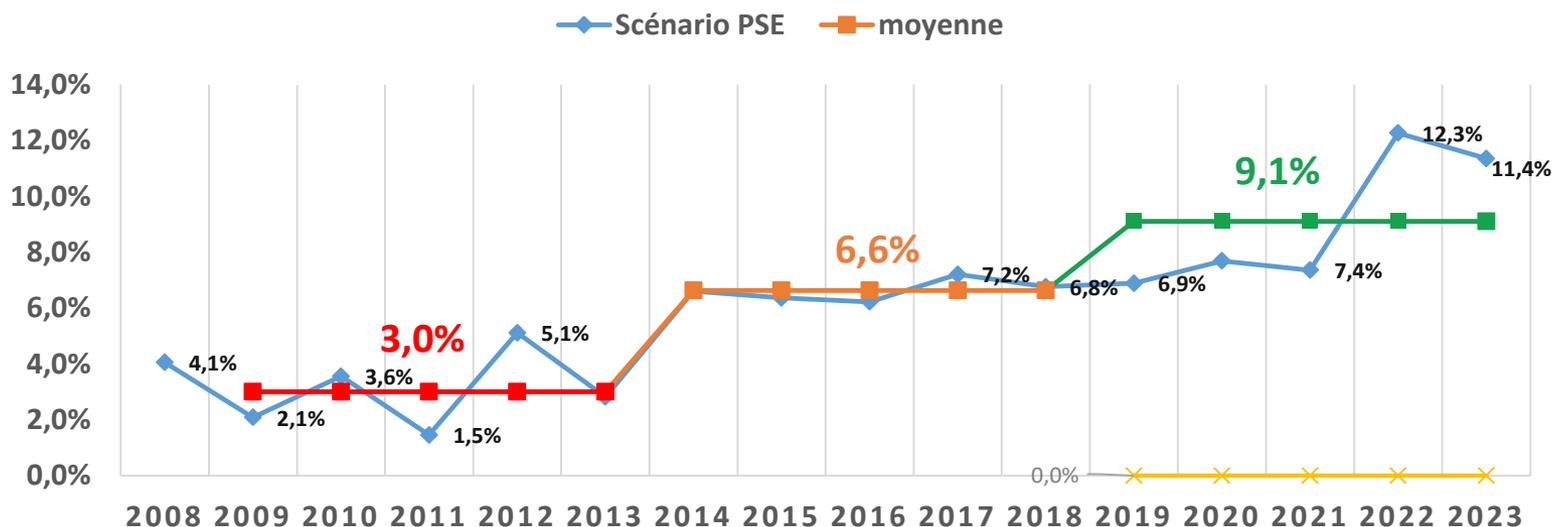
	2015	2016	2017	2018	Contribution à la croissance moyenne		
					Moyenne progression	Répartition	Poids
Secteur primaire	10,6%	5,4%	12,9%	7,7%	9,2%	1,0%	15,2%
Secteur secondaire	9,8%	4,9%	4,5%	6,0%	6,3%	1,5%	22,7%
Secteur tertiaire	2,6%	5,9%	6,6%	6,6%	5,4%	3,1%	47,0%
APU	8,9%	9,3%	8,3%	7,5%	8,5%	1,0%	15,2%

La croissance est portée par tous les secteurs avec une prédominance du secteur tertiaire (au niveau duquel un peu moins de la moitié de la croissance est réalisée) devant le secteur secondaire (près de 23% de la croissance moyenne).

UNE TRAJECTOIRE DE CROISSANCE DURABLE...

Contributions moyennes	Période 2008-2013		Période 2014-2018	
	% PIB	% taux croissance	% PIB	% taux croissance
Secteur primaire	14,2%	13,9%	15,0%	18,8%
Secteur secondaire	20,9%	22,5%	23,1%	22,2%
Secteur tertiaire	46,2%	45,6%	46,5%	37,6%
APU	18,7%	18,0%	15,4%	21,5%

	Contribution à la croissance moyenne		
	Période		Variation
	2009-2013	Période 2014-2018	
	Répartition	Répartition	
Secteur primaire	0,4%	1,0%	2,5
Secteur secondaire	0,6%	1,5%	2,5
Secteur tertiaire	1,4%	3,1%	2,2
APU	0,6%	1,0%	1,7
	3,0%	6,6%	2,2



Le secteur primaire a une contribution de plus en plus forte à la croissance de même que le secteur des Administrations publiques.

L'impact de la contribution à la croissance du secteur secondaire stagne quasiment tandis que celui de la contribution du secteur tertiaire à la croissance recule assez significativement;

En moyenne, la croissance a plus que doublé sur la première phase du PSE relativement à la période quinquennale précédente. Un gain en moyenne de 2,5 points de croissance est attendu sur la deuxième phase du PSE

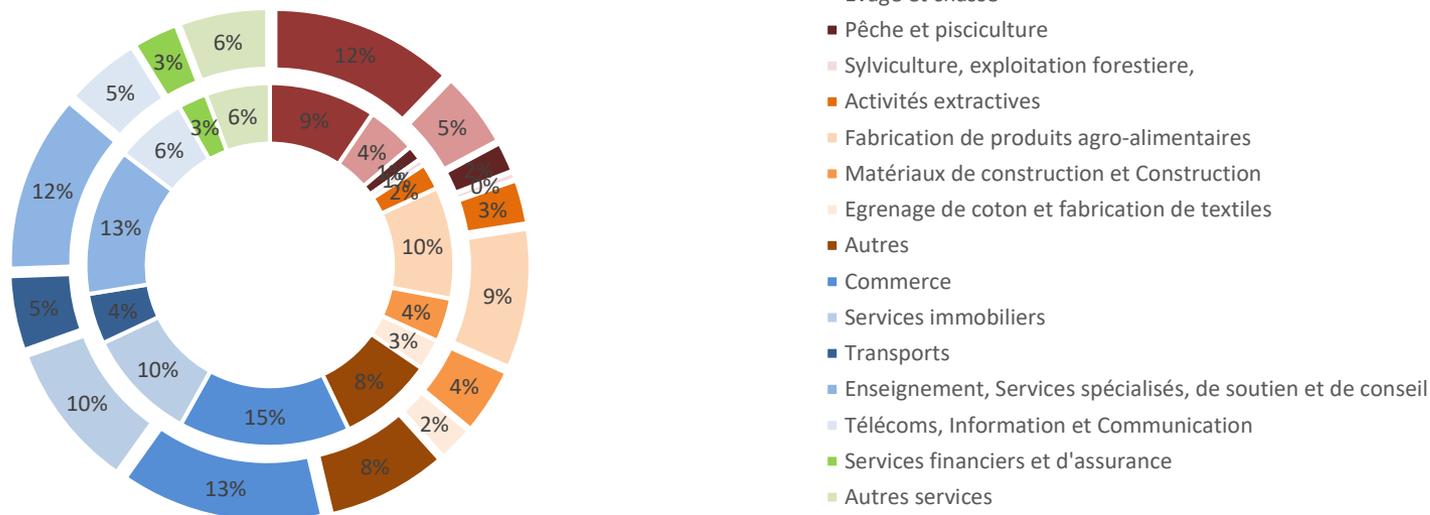
SOUTENUE PAR UNE ECONOMIE DYNAMIQUE, PLUS DIVERSIFIEE ET RESILIENTE

Faits saillants en 2018...

- **Secteur primaire:** l'activité devrait rester dynamique avec une progression attendue à 7,7%, malgré un ralentissement par rapport à 2017 (+12,9%) imputable au sous - secteur de l'agriculture et des activités annexes (+9,4% contre 16,8% en 2017) et au sous-secteur de la pêche (+ 1,9% contre 7,1% en 2017 avec migration des poissons vers le sud mais également retard noté dans signature des accords de pêche avec la Mauritanie);
- **Secteur secondaire:** L'activité devrait se revigorer en 2018, en hausse à 6,0% en 2018 contre 4,5% en 2017, à la faveur du bon comportement, particulièrement, des sous-secteurs des extractives (*bonne tenue de la production de phosphate, de zircon et de l'or*), de la fabrication de produits agro-alimentaires, des matériaux de construction et des BTP (*poursuite des travaux d'infrastructures routières et ferroviaires et des chantiers de construction*), de l'énergie (*mise en œuvre de nouvelles centrales solaires*).
- **Secteur tertiaire:** La croissance dudit secteur ressortirait à 6,6% contre 6,7%, un an plus tôt. Cette évolution favorable reflèterait, principalement, la bonne tenue des activités de commerce (*hausse des ventes de carburant et de pièces détachées en liaison avec le renforcement du parc automobile et de maintenance du matériel agricole et industriel*), de transports (*renouvellement du parc des transports en commun, élargissement du réseau routier, bonne orientation activités portuaires et impulsion du nouvel aéroport international de Dakar et démarrage effectif des vols de la nouvelle compagnie Air Sénégal*) mais aussi des services financiers (*accès au crédit plus facilité avec le développement des BIC*) et immobiliers (*aménagement de nouvelles zones à usage d'habitation à la périphérie de Dakar*) en sus de l'orientation positive attendue dans les télécommunications (*élargissement 4G, croissance parc mobile et offre internet*)

SOUTENUE PAR UNE ECONOMIE DYNAMIQUE, PLUS DIVERSIFIEE ET RESILIENTE

Evolution des contributions sectorielles au PIB
entre 2014 et 2018

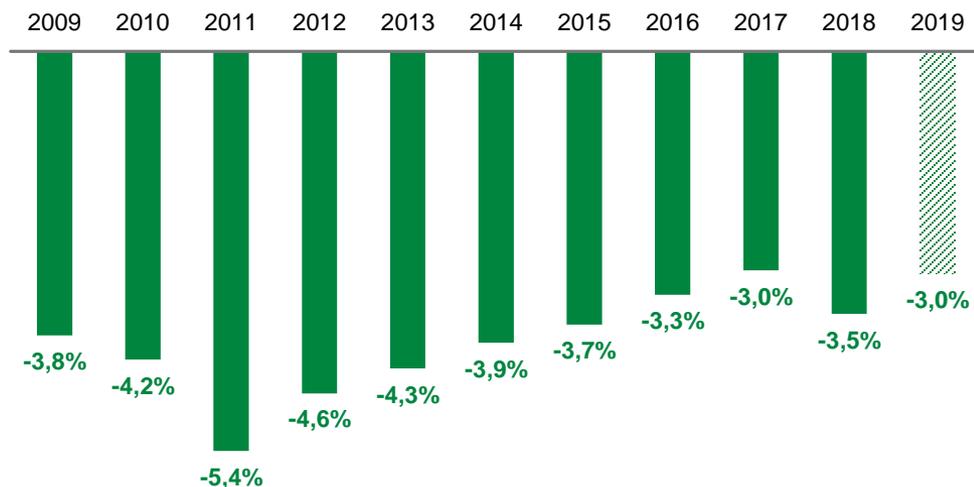


Economie assez bien diversifiée (aucune branche d'activité ne représentant plus de 15%). **prédominance du secteur tertiaire atténuée par une progression sensible du secteur primaire**

Evolutions structurelles relevées sur la période 2014-2018:

- dynamisme sous secteur agricole (progressions notables des productions céréalières, arachidière et horticole);
- secteur secondaire investissements massifs ICS et SOMIVA pour de réhabilitation et extension capacité de fabrication de produits chimiques, poursuite du programme de développement 2016-2020 des activités de raffinage de la la SAR, impact significatif sur les matériaux de construction et BTP de la poursuite de l'exécution des projets d'infrastructure de l'Etat (VDN 2, Autoroute Thiès-Touba, Pôle urbain Diamniadio, etc.), réhabilitation des capacités de production énergétique et installation de nouvelles centrales solaires (Bokhol, Méouane et Malicounda) et dynamisme de l'huilerie au niveau de l'industrie alimentaires
- **au niveau du secteur tertiaire:** s/secteur transports bénéficie du développement du réseau routier, des activités de DDD, ainsi que de la modernisation du PAD; s/secteur Télécoms/informations de la concurrence accrue sur téléphonie mobile et internet avec la 4G; s/secteur services financiers du dynamisme du crédit à la faveur des projets PSE; s/secteur commerce de la bonne tenue du commerce de gros et de pièces détachées et s/secteur hébergement des mesures de renforcement de la sécurité et de relance du tourisme

Déficit budgétaire (% du PIB)



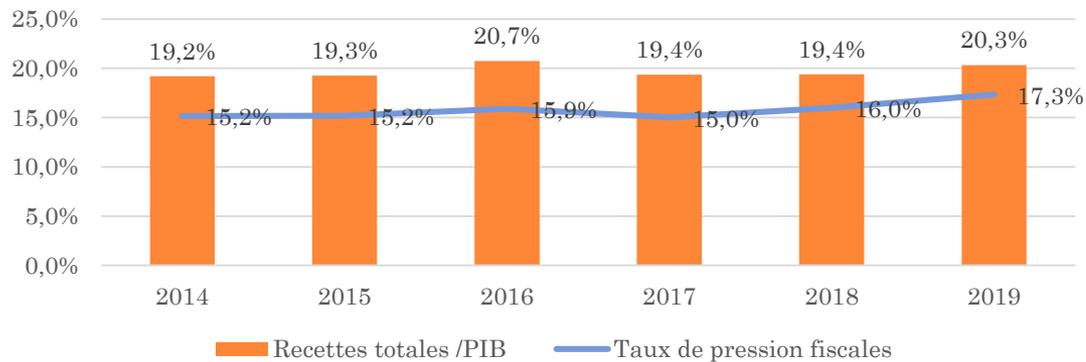
Poursuite de l'effort de réduction du déficit budgétaire.

Après un pic de dégradation à 5,4% en 2011, le déficit est attendu à 3,5% en 2018, soit une consolidation de l'amélioration du déficit de près de 2 points du PIB

- Le niveau du déficit budgétaire de 2018 (3,5% du PIB) a permis de :
 - ✓ maintenir les prix à la pompe malgré la forte hausse des cours du baril de pétrole ;
 - ✓ prendre en charge les revendications salariales dans les secteurs de l'éducation et de la santé
 - ✓ Renforcer les crédits alloués à la sécurité.
- En 2019, la politique budgétaire continuera d'accompagner les différents secteurs sociaux ainsi que les secteurs productifs porteurs de croissance. Néanmoins, les orientations budgétaires s'articuleront également dans la trajectoire de maîtrise du déficit budgétaire, conformément au pacte communautaire et aux engagements souscrits au niveau du programme économique et financier soutenu par l'ISPE. Ainsi, le déficit budgétaire est projeté à 3%

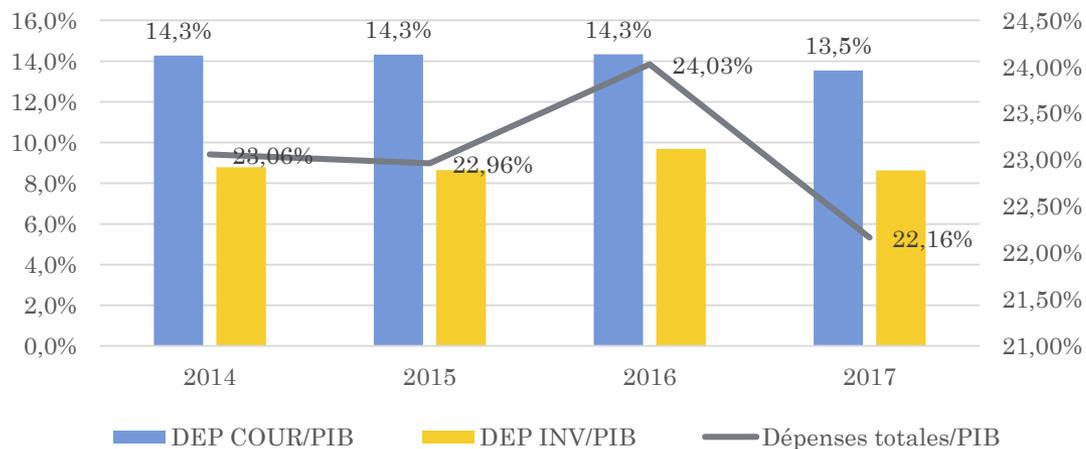
...GRACE A LA BONNE TENUE DES RECETTES ET A L'AMELIORATION DE LA QUALITE DES DEPENSES

Recettes budgétaires et pression fiscale en % du PIB



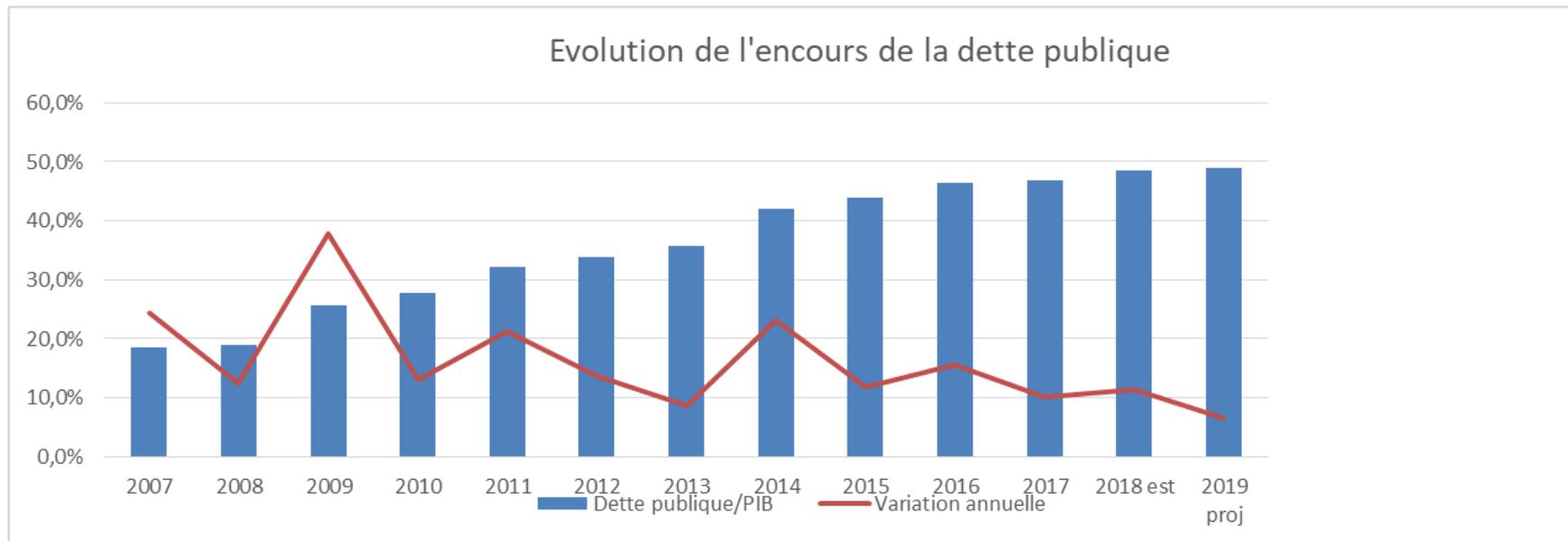
- Bonne tenue des recettes budgétaires
- Progression de la pression fiscale reflétant davantage un élargissement de l'assiette
- Amélioration de la qualité des dépenses publiques

Dépenses en % PIB



....ET (2) AVEC UN ENDETTEMENT QUI DEMEURE SOUTENABLE

	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018 est	2019 proj
Dette publique/PIB	18,6%	18,9%	25,7%	27,8%	32,1%	33,8%	35,7%	42,1%	43,8%	46,5%	46,8%	48,6%	48,9%
Variation annuelle	24,5%	12,5%	37,9%	13,0%	21,2%	13,7%	8,6%	23,1%	11,8%	15,5%	10,1%	11,4%	6,5%



- En soutien aux investissements publics massifs entamés depuis 2014, la dette publique continue à progresser
-toutefois, à un rythme moyen (+14,4%) moins accéléré que sur la période quinquennale précédente 2009-2023

... BIEN QUE SES SOURCES SOIENT DE PLUS EN PLUS COMMERCIALES ET EXTERNES

EVOLUTION DE LA STRUCTURE DE LA DETTE PUBLIQUE

	2013		2017		Evolution
DETTE PUBLIQUE TOTALE	3441,7		5848,5		2406,8
<i>cessionnaires et semi-cessionnaires</i>	2128,5	62%	3213,1	55%	-7%
<i>commerciaux</i>	1313,2	38%	2635,4	45%	7%
<i>Taux d'endettement public</i>	44,6%		46,8%		2,2%
Dettes extérieures	2367,7	69%	4546,3	78%	8,9%
Multilatéraux	1 509,30	44%	1 872,13	32%	-11,8%
Bilatéraux	619,20	18%	1 340,97	23%	4,9%
Crédit à l'exportation	1,0	0%	26,4	0%	0,4%
Commerciaux	238,20	7%	1 306,79	22%	15,4%
Dettes intérieures	1074,0	31%	1302,2	22%	-8,9%
Bons du Trésor	348,1	10%	81,2	1%	-8,7%
Obligations du Trésor	575,9	17%	1135,4	19%	2,7%
Autres emprunts	150,0	4%	85,6	1%	-2,9%

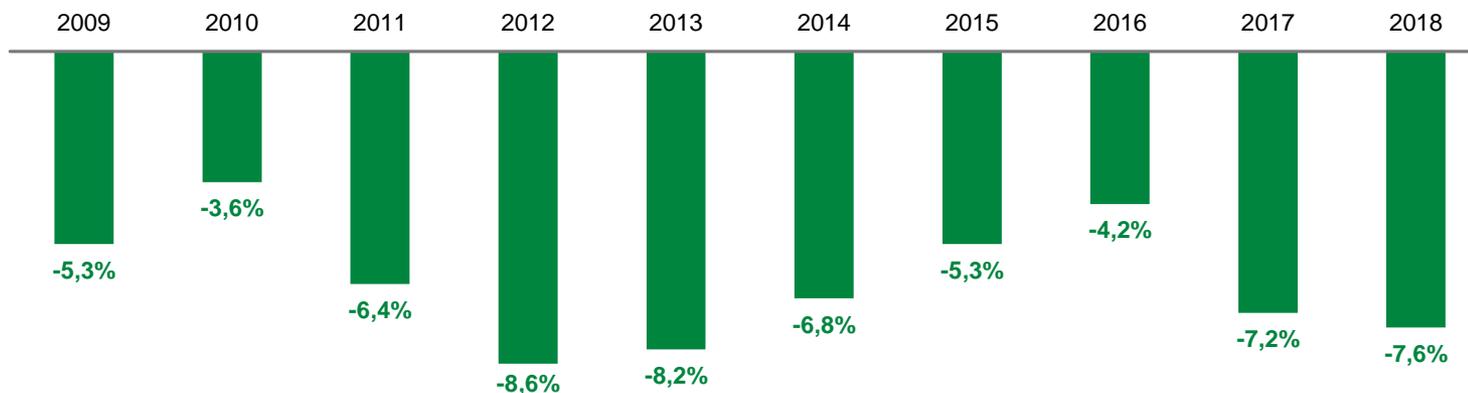
Source : DDP/DGCPT/MEFP: données en milliards de FCFA

- La part de la dette externe est progressée de près de 10 points passant de 69% à fin 2013 à 78% à fin 2018 et devrait ressortir à près de 86% à fin 2018
- La part de la dette contractée à des conditions commerciales passe de 38% à 45%

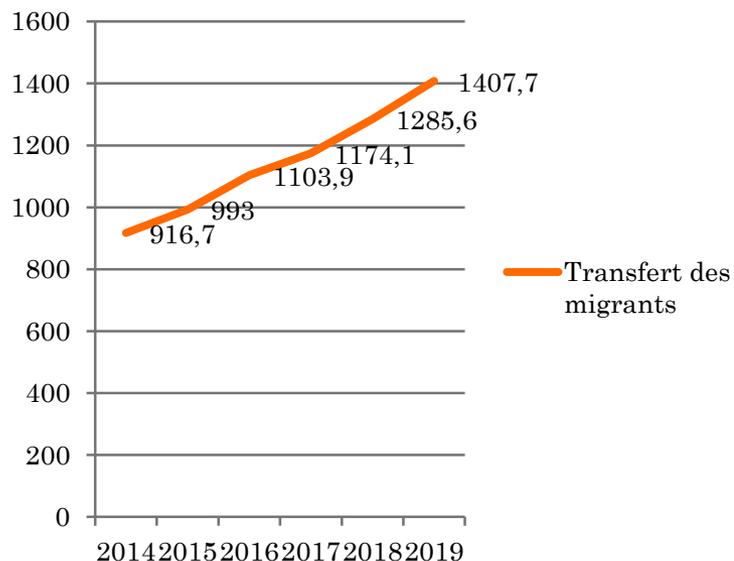
...NEANMOINS, CETTE TENDANCE N'A PAS AFFECTE LE PROFIL DE RISQUE FAIBLE DE SURENDETTEMENT

Ratios	Seuils	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2036
Ratios de viabilité									
VA dette/PIB	50	28	27	26	25	24	22	19	18
VA dette/EXP	200	96	96	93	90	86	79	69	66
VA dette/REC	300	125	126	123	116	111	102	90	85
Ratios de liquidité									
SD/EXP	25	7	8	7	7	6	12	7	6
SD/REC	22	9	10	10	9	8	15	9	8
Ratio	Seuils	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2036
VA dette/PIB	74	43	43	42	40	38	36	33	34

COMPTES EXTERIEURS: LE COMPTE COURANT ENCORE VULNERABLE

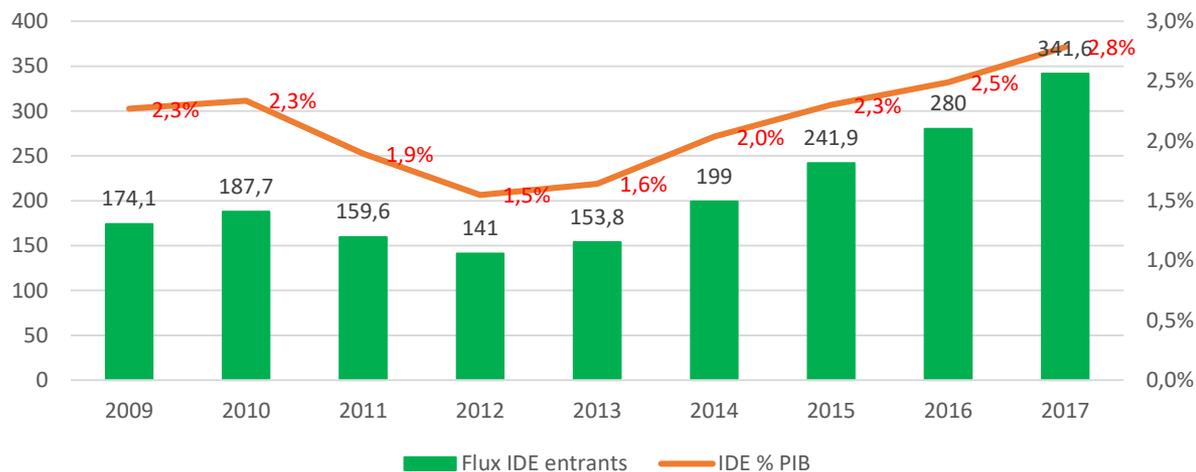


Transfert des migrants



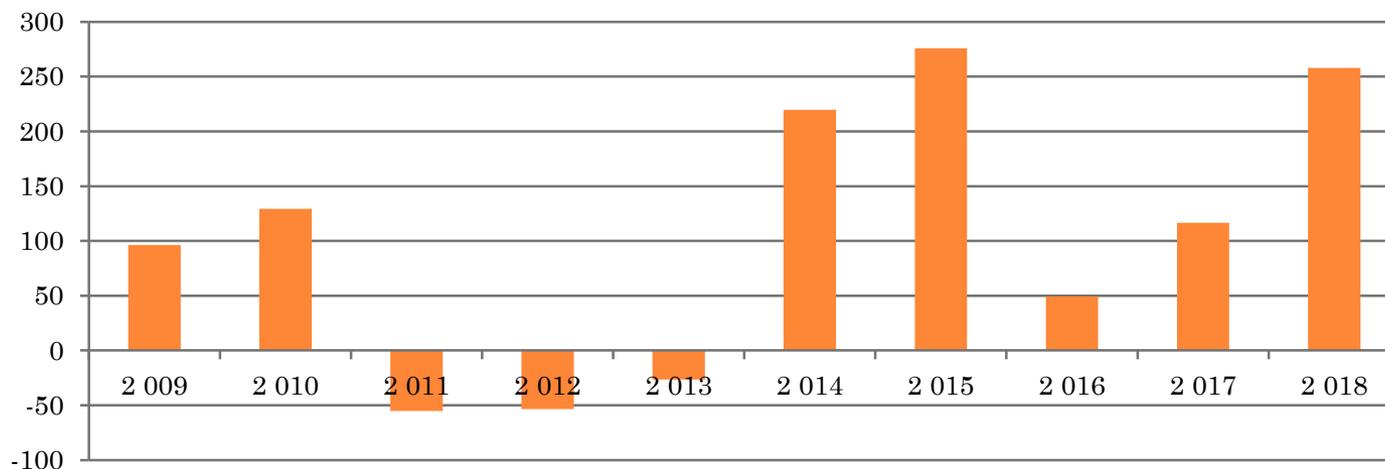
- ★ **Compte courant** : après une période 2013-2016 de réduction continue et sensible, il est noté sur les deux dernières années une dégradation du fait d'une progression des exportations plus faible que celle des importations qui restent vulnérables au cours du pétrole. La hausse des importations est portée également par celle des biens d'équipement à la faveur des investissements liés au PSE
- ★ Soutien appréciable des transferts de fonds des travailleurs émigrés qui permet d'atténuer sensiblement le solde courant
- ★ Le déficit du compte courant est projeté à 7,2% en 2019

COMPTES EXTERIEURS: NEANMOINS LE SOLDE GLOBAL SE CONSOLIDE



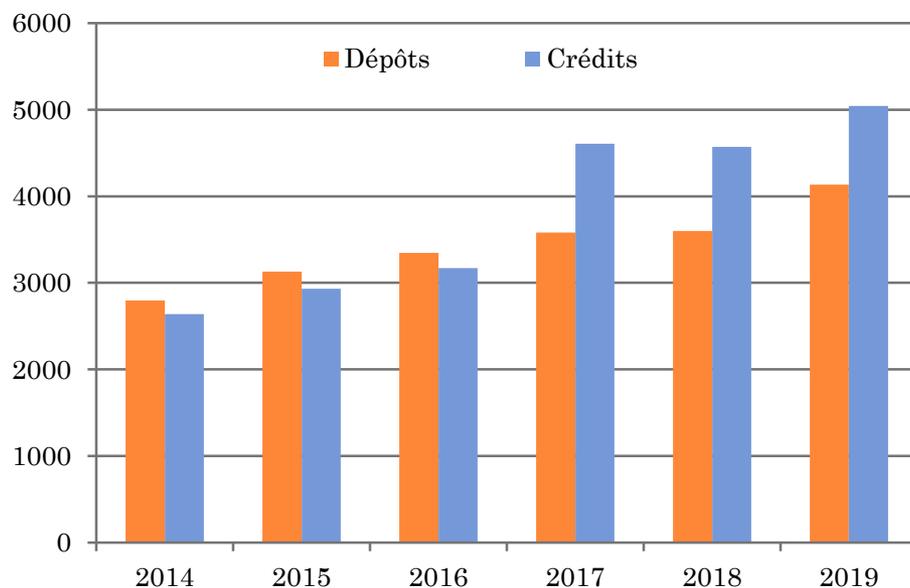
Grâce aux flux d'IDE (principalement en provenance de la France, de la Chine, du Maroc, du Nigéria et de l'Afrique du Sud), en faveur d'industries extractives, chimiques, dans le secteur financier, de l'énergie et dans l'agro-business ainsi que de plus en plus dans le pétrole et le gaz, qui sont en progression constante et aux mobilisations nettes de capitaux externes, le solde global se consolide

solde global de la BDP



SITUATION MONETAIRE: MASSE MONETAIRE ET CREDIT EN EXPANSION

	Masse monétaire M2	Variation de la masse monétaire M2	Dépôts	Crédits à l'Economie	Crédits au secteur privé
2014	3485,5	11%	2797,3	2637,6	2564,7
2015	4165,6	20%	3129,1	2932,7	2735,1
2016	4446,6	7%	3344,9	3170,2	2951,9
2017	4607,7	4%	3578,9	4608,1	4209,1
2018	4728,4	3%	3597,3	4569	4531,8
2019	5368,1	14%	4133,7	5042	4956,6



- ★ La masse monétaire progresse (+3% en 2018; +10% par an depuis 2014), notamment en liaison avec la progression des avoirs extérieurs nets (résultant du solde global positif de la BDP) et des dépôts.
- ★ Les crédits au secteur privé connaissent une expansion appréciable (+10% en 2018 et +13% en moyenne depuis 2014).
- ★ Inflation faible , même si hausse en 2018 (+2,3% contre 1,7% en 2017) du fait hausse baril. Projection: 1,9% en 2019

SITUATION MONETAIRE: SYSTÈME BANCAIRE ET FINANCIER SOLIDE ET PERFORMANT

	Ratio d'adéquation des FP	Ratio Prêts improductif/ Total prêts	Côût moyen des fonds empruntés	Marge moyenne d'intérêt	rendement moyen des fonds propres après impôt
2013	16,3%	8,6%	1,9%	6,2%	13,7%
2014	16,4%	9,0%	2,0%	5,8%	6,8%
2015	17,7%	7,9%	1,0%	11,5%	9,3%
2016	14,8%	6,5%	2,0%	8,5%	9,6%
2017	14,2%	6,3%	2,7%	n.d	17,4%

* secteur bancaire composé de 29 institutions de crédit dont une part importante de banques étrangères
 - Avec 22.2% des actifs bancaires de la zone UEMOA, le secteur bancaire sénégalais représente l'un des plus importants secteurs de la zone

- Les banques sont bien capitalisées avec 14.2% de ratio d'adéquation des fonds propres (CAR) [ratio de solvabilité]
- Les créances improductives sont maîtrisées . Elles représentant, après provision, 6,3% de créances totales), et les stress tests de solvabilité ont montré que les banques sont en mesure de supporter des chocs exogènes.

III. PROJETS STRUCTURANTS

Une vision claire et un portage à un haut niveau de la stratégie et une forte appropriation du Plan Sénégal Emergent.

Principaux Enseignements

- **Performance macroéconomique robuste : une croissance forte accompagnée d'une faible inflation et d'une réduction significative du déficit budgétaire**
- ★ Mobilisation satisfaisante des ressources internes et externes
- ★ Un rattrapage infrastructurel et une politique territoriale inclusive : réduction des disparités territoriales
- ★ Autosuffisance alimentaire en marche
- ★ Acquis sociaux significatifs : Un renforcement de l'accès à l'électricité et aux services sociaux de base : éducation, santé et protection sociale

RÉALISATIONS

Infrastructures et services de transport / Services énergétiques

	2000-2011	2014 à 2018
Nombre de routes construites par an	1578 km 131 km/an	1362 km 272 km/an
Kilomètres d'autoroutes	32 km	217 km
Kilomètres de pistes	1766 km 147 km/an	2800 km 560 km/an
Puissance électrique installée	491 MW	961 MW
Nombre de villages électrifiés	1098 villages 84 villages/an	2216 villages 443 villages/an

RÉALISATIONS

■ AGRICULTURE

- ★ Doublement de la production rizicole et céréalière
- ★ Doublement de la production arachidière
- ★ Exportation horticole en augmentation de 95%;
- ★ Production de lait et de viande ainsi que production aquacole en constante progression.

■ ÉDUCATION

- ★ Construction de salles de classe: 10.003
- ★ Construction, réhabilitation et extension de 185 Daaras modernes
- ★ Formation professionnelle; Construction de 5 ISEP
- ★ Construction de 14 Espaces numériques ouverts (ENO)

■ PROTECTION SOCIALE

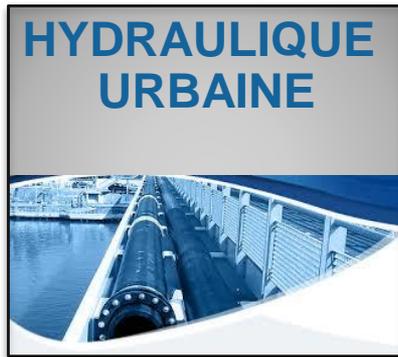
- ★ Bourses de sécurité familiale : 316.941 ménages bénéficiaires;
- ★ 50.006 cartes d'égalité des chances produites entre 2012 et 2018
- ★ Gratuité des soins: 2.635.509 enfants de moins de 5 ans, 19.809 femmes.

■ SANTÉ

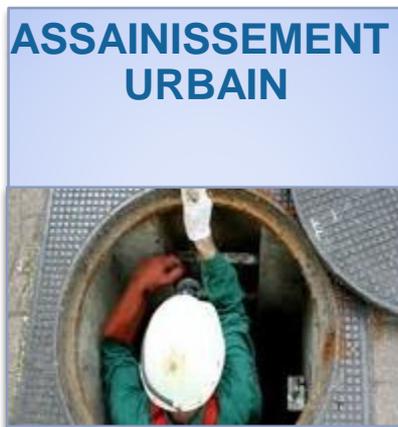
Construction de:

- ★ 5 nouveaux hôpitaux
- ★ 11 centres de santé
- ★ 102 postes de santé
- ★ 14 centres de dialyse

RÉALISATIONS



2017 : 98,8% de taux d'accès
à l'hydraulique urbaine



2011: **63,3%**
2017: **67,4%**



2011: 80,01%
2017: **91.30%**



2011: **34,3%**
2017: **42,3%**

PERSPECTIVES PAP 2019-2023 :

OBJECTIF GLOBAL ET PRINCIPAUX DÉFIS IDENTIFIÉS

**Objectif
Global,**

**Principaux
Défis**

Une économie forte, inclusive et résiliente pour le bien-être des populations

- ★ Stabilité du cadre macroéconomique à préserver : accent sur renforcement de la productivité et la mobilisation de ressources internes
- ★ Plus forte implication du secteur privé
- ★ Développement du capital humain et capture du dividende démographique
- ★ Renforcement de la gouvernance et promotion d'une administration publique moderne et efficace
- ★ Prise en compte de la dimension environnementale
- ★ Faire du pétrole et du gaz un des moteurs de l'économie
- ★ Promotion de l'économie numérique

PERSPECTIVES

Principaux projets et programmes:

○ AXE 1

Relance ferroviaire:

- ★ Projet de Train Express Régional (TER) ;
- ★ Programme de réhabilitation de la ligne ferroviaire Dakar-Bamako ;

Energie:

- ★ Programme de Construction de lignes de transport et de distribution d'électricité ;
- ★ Conversion des centrales SENELEC en *Dual Fuel*

○ AXE 2

- ★ PUDC phase 2, PROMOVILLES, Bourses de sécurité familiale et Fonds d'Entreprenariat rapide (DER) ;
- ★ Programme de résorption des abris provisoires et d'extension du réseau scolaire;
- ★ Projet de construction de Lycées professionnels ;
- ★ Projets de construction, réhabilitation et équipement de structures sanitaires ;
- ★ Projet de transfert d'eau

○ AXE 3

- ★ Fonds d'Équipement des collectivités territoriales (FECT) ;
- ★ Programme d'Appui aux Communes et Agglomérations du Sénégal (PACASEN) ;
- ★ Programme d'Urgence de Modernisation des Axes et Territoires Frontaliers (PUMA) ;
- ★ Programme d'équipement des forces de défense et de sécurité ;

Principaux projets et programmes: Volet PPP

Economie numérique

- ★ Smart City à Diamniadio



Infrastructures et transports

- ★ Projet port de Ndayane

Energie

- ★ Extension du réseau électrique
- ★ Développement d'un réseau de gazoduc;



Industrie

- ★ Parcs industriels
- ★ Zones économiques spéciales
- ★ Développement des agropoles



Urbanisme et Habitat

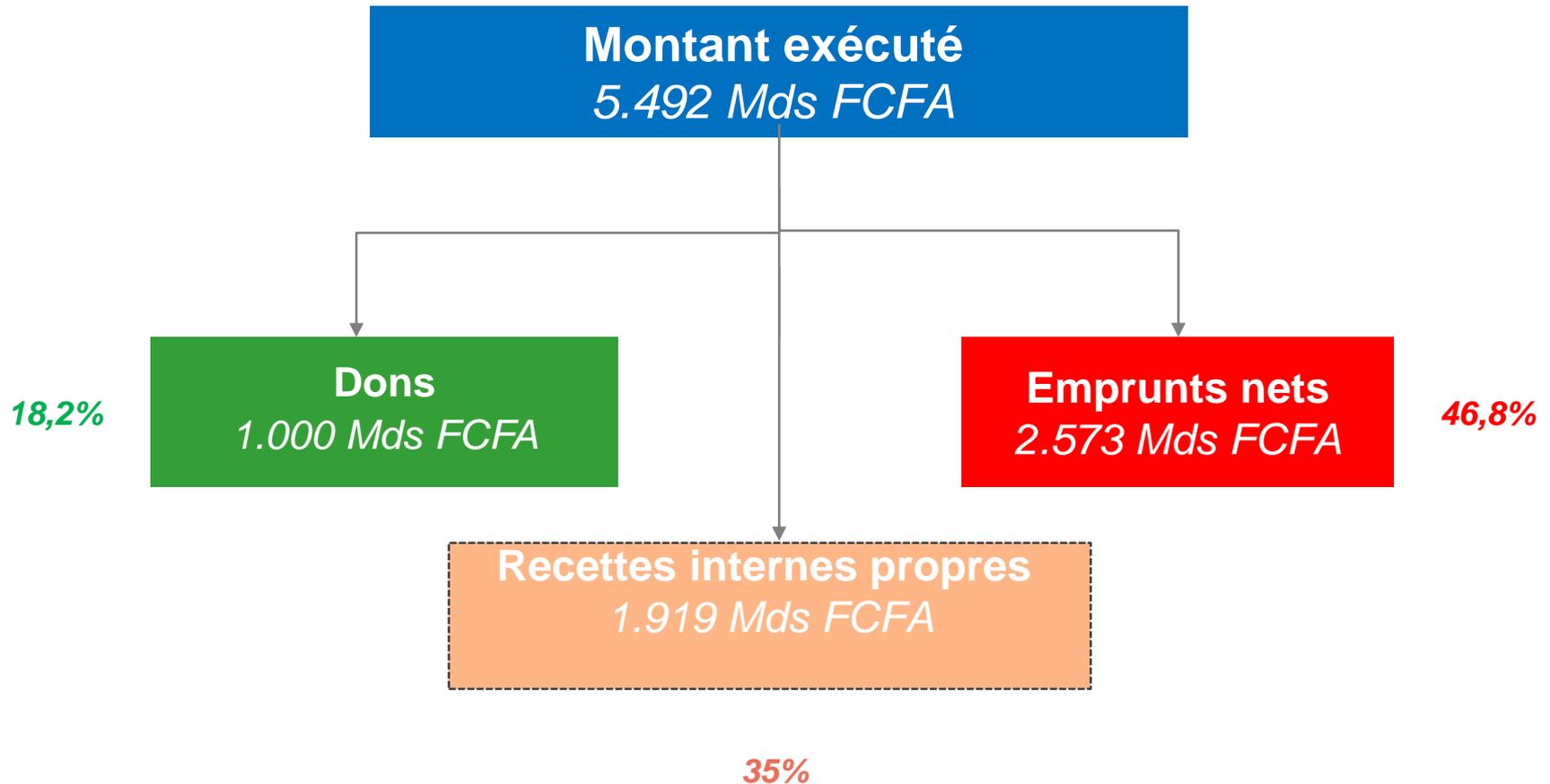
- ★ Projet de développement urbain

IV. STRATEGIE DE FINANCEMENT

ORIENTATIONS STRATÉGIQUES EN MATIÈRE D'ENDETTEMENT

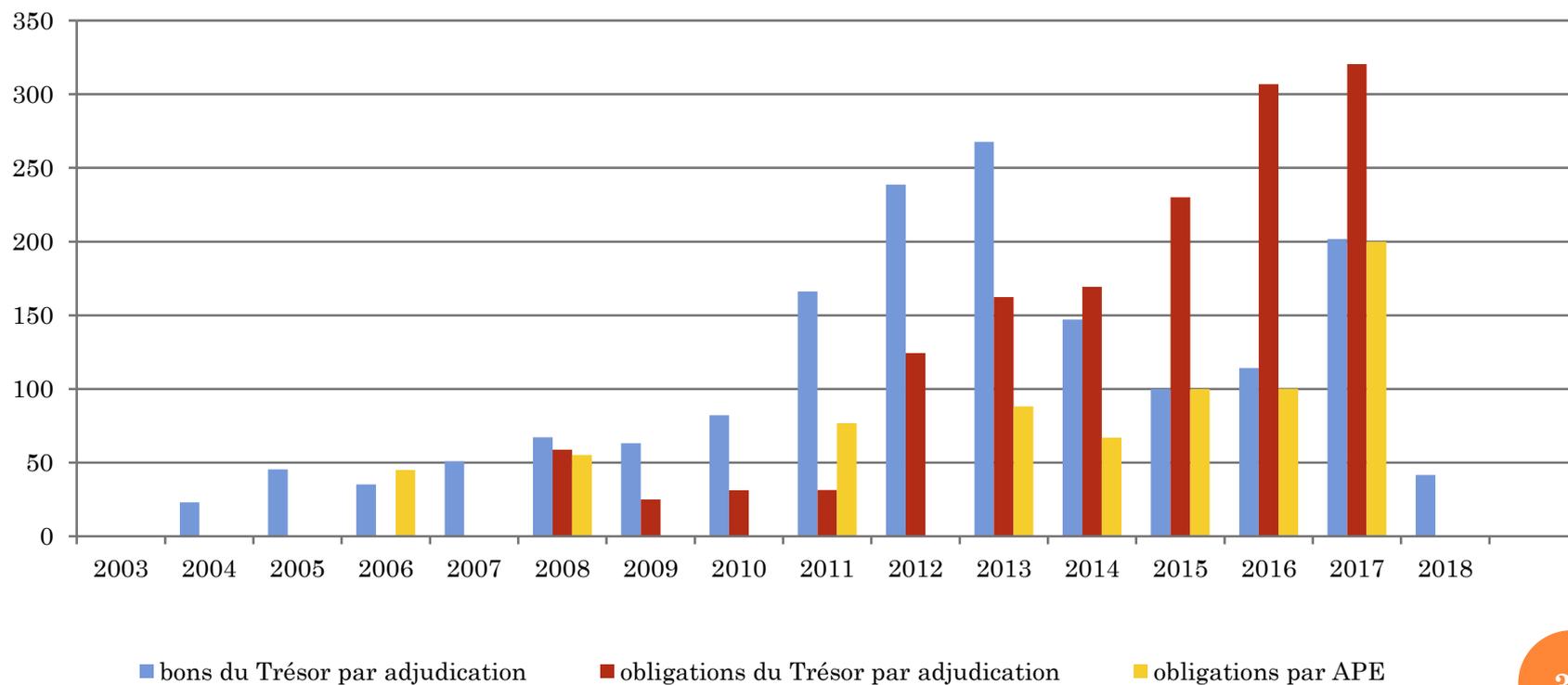
- Diversification de ses sources de financement avec l'ordre de priorité ci-après: financements concessionnels voire semi-concessionnels d'abord et, en complément, un recours aux ressources commerciales (principalement mobilisées sur les marchés de capitaux).
- A cet effet, l'Etat poursuit le recours aux bailleurs traditionnels (bilatéraux et multilatéraux) ainsi qu'à de nouveaux partenaires (pays émergents) susceptibles d'offrir des ressources concessionnelles pour prendre en charge des investissements dans les domaines de l'éducation et de la santé pour, le renforcement du capital humain et de la protection sociale.
- En outre, les ressources commerciales (les crédits à l'exportation et principalement les eurobonds), constituent des opportunités pour le financement nécessaire des projets à rentabilité économique avérée pour accroître la compétitivité de l'économie.
- Ces fonds importants destinés à favoriser la transformation structurelle de l'économie à travers la consolidation des moteurs actuels de la croissance et le développement de nouveaux secteurs créateurs de richesses, d'emplois, d'inclusion sociale et à forte capacité d'exportation et d'attraction des investissements.
- Le profil varié de ces investisseurs (banques, assureurs, gestionnaires de fonds, fonds de pension...) assure une bonne gestion du risque de concentration de sorte à éviter une saturation d'un investisseur sur les titres émis par l'Etat du Sénégal ou une prééminence trop forte (à travers une division des risques d'autant plus bonne que les titres sont disséminés dans un large éventail) qui pourrait influencer négativement sur les conditions futures de (re)financement

Bilan financier du PAP 1



Bilan émissions titres publics du Sénégal sur les marchés de capitaux domestiques

taux moyen pondéré des bons du Trésor en (%)	3,32	3,4	3,5	4,66	5,28	6,68	6,7	5,6	6,43								
Années	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	Total
bons du Trésor par adjudication	23	45,3	35,1	50,7	67,2	63,2	82,1	166,2	238,7	267,69	147,15	100	114,17	201,76	41,646	0	1643,9
obligations du Trésor par adjudication					58,7	25	31,1	31,4	124,3	162,35	169,39	230	306,94	320,4	0	0	1459,6
obligations par APE			45		55,1			76,8		88,103	66,94	100	100,2	200	0	0	732,14
Total	23	45,3	80,1	50,7	181	88,2	113,2	274,4	363	518,14	383,48	430	521,31	722,16	41,646	0	3835,6



PAP-2: Besoins de financement

Besoin de financement du PAP-2
14.098 Mds FCFA

67%

Financement acquis
9.414 Mds FCFA

Gap de financement
4.684 Mds FCFA

33%

Etat : 62%
PTF : 31%

PTF
2.850 Mds FCFA

Privé
1.834 Mds FCFA

- **L'article 4 de loi de finances initiale 2019 portant : Equilibre général du Budget** autorise le Ministre de l'Economie, des Finances et du Plan à émettre des emprunts et à recevoir des dons afin d'assurer la trésorerie de l'Etat pour un montant global de 1 317.030.000.000 FCFA. Ce montant correspond principalement au montant des ressources extérieures affectées à des dépenses d'investissement, des dons budgétaires, des prêts programmes et des autres emprunts.
- Dons budgétaires 44,17 Mds FCFA
- Dons en capital 240,00 Mds FCFA
- Tirages prêts projets 550,86 Mds FCFA
- Emprunts programmes 65,00 Mds FCFA
- Autres Emprunts 417,00 Mds FCFA

Dont 236 Mds FCFA déjà disponibles

Soit un gap de 181 Mds FCFA à combler par des émissions de titres publics.

Pour le premier trimestre 2019, le Sénégal ne prévoit pas d'émission sur le marché financier régional.

